



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

ACTION COLLECTIVE DE L'USAID POUR RÉDUIRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE (CARE-VBG)

Éléments fondamentaux des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre dans le développement

Section 3.5. Éléments de programme spécifiques au secteur).
S'attaquer à la VBG par le biais de programmes sur la démocratie, les droits de la personne et la gouvernance

Services d'analyse IV — Livraison indéfinie — Quantité indéfinie (IDIQ)

Contrat N° 7200AA19/D00006/7200AA20F00011

Cette action a été rendue possible grâce à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le soutien généreux du peuple américain. Development Professionals, inc. et Making Cents International, LLC, sont responsables du contenu par le biais du contrat AID Analytical Services IV IDIQ Task Order Collective Action to Reduce Gender-Based Violence (CARE-VBG) Contrat # 7200AA19D00006/7200AA20F00011. Ce matériel ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

CARE-VGB	Action collective pour réduire la violence basée sur le genre
DRG	Democracy, human rights, and governance (Démocratie, droits de la personne et gouvernance)
LGBTQI+	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexuées, ainsi que celles ayant d'autres orientations sexuelles et identités de genre
NDI	National Democratic Institute (Institut national démocratique)
TFGBV	Technology-facilitated gender-based violence (Violence basée sur le genre facilitée par la technologie)
ONU	Nations Unies
SOGIESC	Sexual orientation, gender identity, gender expression, and sex characteristics (Orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles)
UNODC	United Nations Office on Drugs and Crime (Office des Nations unies contre la drogue et le crime)
USAID	United States Agency for International Development. (Agence des États-Unis pour le développement international)
VAWP	Violence against Women in Politics (Violence contre les femmes en politique)
VBG	Violence basée sur le genre

Introduction

Ce document décrit pourquoi les programmes de l'USAID en matière de démocratie, de droits de l'individu et de gouvernance (DRG) doivent aborder la violence basée sur le genre (VGB) et détaille des stratégies spécifiques pour le faire. Des exemples de programmes sont fournis pour illustrer la façon dont les stratégies peuvent être intégrées dans les programmes de DRG, et des liens vers des outils et des ressources sont fournis pour des informations supplémentaires.

Ce document fait partie des *éléments fondamentaux des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre dans le développement*, qui comprennent les principes de base, les éléments de programme (prévention, atténuation des risques, réponse, environnement favorable) et les éléments de processus. Idéalement, les lecteurs se familiariseront avec ces sections des *Éléments fondamentaux* avant de lire ce dossier. Au minimum, les lecteurs doivent être familiarisés avec les sections suivantes :

- Section 1.0. Introduction
- Section 3.2. Éléments du programme : Atténuation des risques.
- Section 4.0. Éléments du processus
 - Valeurs, culture organisationnelle et leadership (exemple de programme : un cadre pour la protection des participants aux programmes)
 - Planification et conception stratégiques (analyse de genre et cartographie du réseau de référence)

Les stratégies décrites dans ce dossier sont organisées par niveaux du modèle socio-écologique : individuel, interpersonnel, communautaire et structurel. Les interventions efficaces contre la VBG comprennent généralement des stratégies qui s'adressent à plusieurs niveaux du modèle socio-écologique. Chaque stratégie est également qualifiée de prévention, d'atténuation des risques, de réponse ou d'environnement favorable (voir section 3.0. Éléments du programme : Aperçu).

Pourquoi les programmes de DRG devraient-ils aborder la VBG ?

La violence basée sur le genre constitue un obstacle important aux objectifs de l'USAID visant à favoriser des démocraties inclusives et responsables qui font progresser la liberté, la dignité et le développement, comme indiqué dans la *stratégie de l'USAID sur la démocratie, les droits de la personne et la gouvernance* (USAID 2013). La VBG est utilisée pour contrôler et intimider les femmes et les filles ainsi que les personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre, une expression de genre et des

caractéristiques sexuelles (SOGIESC) différentes¹ et d'autres groupes qui subissent une oppression intersectionnelle. L'ancrage ou la réaffirmation des structures patriarcales et l'augmentation de la violence contre les femmes en politique (VAWP) sont des éléments centraux de la montée actuelle de l'autoritarisme et du recul de la démocratie, qui se produisent dans de nombreuses régions (NDI 2021a).

¹ Le terme « personnes de diverses SOGIESC » est généralement utilisé pour désigner les personnes non hétérosexuelles, non cisgenres et/ou non binaires et vise à inclure les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer et intersexuées, et les personnes ayant d'autres orientations sexuelles et identités de genre diverses (LGBTQI+).

Violence contre les femmes en politique (VAWP)

La violence à l'égard des femmes en politique consiste en « tout acte de violence fondé sur le sexe, ou toute menace de tels actes, qui entraîne, ou est susceptible d'entraîner, un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou psychologique » Elle est « dirigée contre une femme en politique parce qu'elle est une femme ou affecte les femmes de manière disproportionnée » (ONU Femmes 2020). « La violence à l'égard des femmes en politique viole le droit fondamental des femmes de vivre à l'abri de la violence basée sur le genre dans la vie politique et publique et affecte la réalisation de tous les autres droits fondamentaux, notamment la capacité des femmes élues à représenter efficacement leurs électeurs » (ONU Femmes 2020, Šimonović 2020).

De plus en plus, les violences faites aux femmes sont perpétrées par le biais de la technologie. Les forces étatiques antidémocratiques utilisent la VBG dans les campagnes de désinformation en ligne, et la technologie facilite la traque, le harcèlement, l'intimidation ou le chantage des femmes politiquement actives (USAID 2017, Šimonović 2020). Pour plus de détails, voir la section 3.5. Éléments de programme spécifiques au secteur). Lutter contre la violence basée sur le genre grâce à des programmes technologiques.

La violence basée sur le genre est utilisée explicitement pour décourager certains groupes de personnes de participer à la vie publique et d'élaborer des politiques. Les femmes qui sont actives en politique ou qui défendent les droits de la personne sont souvent victimes de harcèlement et d'abus sexuels de la part de leur famille, des membres de leur communauté, de leurs collègues, des médias et du gouvernement (NDI 2021a). Dans une étude mondiale de 2016, plus de 80 % des femmes parlementaires ont subi des violences psychologiques les ciblant en tant que fonctionnaires, et une sur trois a subi des violences économiques, comme un accès restreint aux ressources dont leurs collègues masculins bénéficiaient couramment (UIP 2016). Lors des élections de 2009 au Malawi, en raison du harcèlement et de l'intimidation, plus de la moitié des femmes qui se présentaient aux élections ont démissionné avant la fin du scrutin (Semu-Banda 2008). Bien que moins fréquente, la violence basée sur le genre est également utilisée contre les hommes, en particulier ceux qui appartiennent à des communautés ethniques ou religieuses marginalisées. Par exemple, la violence sexuelle pendant les élections de 2008 au Kenya a été utilisée pour émasculer les hommes de l'ethnie Luo et laisser entendre qu'ils étaient inaptes au leadership (Auchter 2017, 1339-56). La violence basée sur le genre est utilisée pour affaiblir les personnes ciblées qui sont actives dans les mouvements de gouvernance ou de défense des droits de la personne et pour décourager des groupes entiers d'entrer dans la vie publique.

La violence basée sur le genre à l'encontre des personnes de diverses orientations sexuelles est institutionnalisée dans de nombreux pays par le biais de codes juridiques. Par exemple, l'homosexualité est criminalisée dans 67 pays (USAID 2020a, 45). En outre, de nombreux pays ne disposent pas de lois antidiscriminatoires permettant de protéger les personnes de diverses orientations sexuelles de la violence basée sur le genre.

La violence basée sur le genre nuit à la responsabilité des institutions et des dirigeants vis-à-vis de la loi. Elle peut également empêcher les survivants de la violence d'accéder à la justice (Transparency International 2020). En Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une personne sur cinq subit ou connaît quelqu'un qui a subi une extorsion sexuelle (ou sextorsion) lors de l'accès à des

services publics tels que les soins de santé ou l'éducation (Transparency International 2020). Diverses formes de sextorsion ont été documentées dans les secteurs de la gouvernance et de la sécurité dans le monde entier, comme des cas d'agents de patrouille frontalière exigeant des rapports sexuels de femmes migrantes pour leur permettre de traverser la frontière (Transparency International 2020). La sextorsion est une forme grave de corruption qui est souvent utilisée pour contrôler la participation des femmes à la politique, par exemple, en exigeant des rapports sexuels en échange d'un soutien politique pendant les processus de nomination (Krook 2020).

La violence basée sur le genre constitue également une menace particulière pour le développement. Une plus grande représentation des femmes dans la gouvernance est liée à une plus grande durabilité de la paix, à une coopération au-delà des partis et des lignes ethniques, et à la priorité accordée aux besoins de développement par rapport aux dépenses militaires. La VAWP prive les sociétés de ces avantages (NDI 2021a, Hubbard et DeSoi 2016). En outre, la sextorsion et la discrimination épuisent les ressources et la stabilité des individus. La violence basée sur le genre peut entraîner des conséquences telles que des grossesses non désirées, des effets psychologiques négatifs et un retrait de l'école ou du travail qui entravent le développement (Transparency International 2020). La violence basée sur le genre touche de manière disproportionnée les personnes appartenant à des groupes déjà marginalisés, ce qui accroît les inégalités sociales et réduit encore la capacité du public à demander des comptes aux États (Transparency International 2020).

La violence basée sur le genre dans tout secteur est une violation fondamentale des droits de la personne qui empêche le développement inclusif. Aucun secteur ne peut atteindre ses objectifs de manière adéquate sans l'implication du secteur DRG dans la lutte contre la VBG :

- Les enfants n'ont pas un accès égal à l'éducation si les mécanismes de gouvernance et de sécurité ne garantissent pas la protection des filles, des enfants LGBTQI+ et des enfants handicapés sur le chemin de l'école.
- La croissance économique est retardée si les fonctionnaires sont autorisés à exiger des faveurs sexuelles en échange d'un emploi, d'un prêt ou d'un permis (McDonald, Jenkins et Fitzgerald 2021, 124).
- La paix est moins solide lorsque le secteur de la justice néglige les formes sexuées de la violence (Barsa et coll. n.d., 62).

Quelle que soit la manifestation de la violence basée sur le genre, les organisations de la société civile et les médias jouent un rôle essentiel dans la responsabilisation des institutions, la fourniture de services aux victimes et la transformation des normes (Ramon Mendos et coll.). 2020, UNESCO et ONU Femmes 2019).

Comment les programmes de DRG peuvent-ils aborder la VBG ?

Stratégie n° 1 : Utiliser les médias et les campagnes de sensibilisation pour condamner la violence basée sur le genre, en particulier contre les fonctionnaires et les défenseurs des droits de la personne, et transformer les normes de genre au sein des communautés

(Prévention, atténuation des risques)

(niveaux du modèle socio-écologique : communautaire, structurel)

Les efforts de l'USAID pour permettre aux médias indépendants d'assurer le contrôle du gouvernement, de surveiller les violations des droits de la personne et d'élargir l'accès du public à l'information ont la capacité de créer un environnement favorable à la prévention et à la réponse à la VBG. Les médias peuvent jouer un rôle essentiel dans la condamnation de la violence basée sur le genre, la sensibilisation et l'évolution des normes sociales. Le contenu des médias ne doit pas renforcer les stéréotypes de genre, encourager la discrimination ou négliger les causes profondes de la violence basée sur le genre, en particulier lorsqu'il s'agit de couvrir des candidats politiques, des dirigeants gouvernementaux ou des violations des droits de la personne (UNESCO et ONU Femmes 2019).

Impliquer les groupes marginalisés dans la planification des campagnes de plaidoyer en réponse aux violations des droits de la personne ou aux changements législatifs concernant la violence basée sur le genre. Cela est essentiel pour minimiser les réactions négatives aux efforts visant à modifier les structures de pouvoir ou les normes sociales existantes. Étant donné que l'USAID vise à encourager les démocraties inclusives (USAID 2013), veiller à ce que les campagnes de lutte contre la VBG adoptent une optique intersectionnelle et incluent la violence subie par les personnes de diverses orientations sexuelles, les personnes handicapées, les migrants, les populations autochtones et les autres groupes à risque dans chaque contexte (ONU Femmes 2021 b, 20). Promouvoir l'utilisation d'une variété de plateformes et de formats accessibles pour construire la solidarité pour les droits de la personne et sensibiliser à la VBG (NDI 2021a, ONU Femmes 2021 b).

Soutenir les efforts des médias et de la société civile pour créer des campagnes médiatiques ciblées et des stratégies pour lutter contre la violence dans l'arène politique. Travailler avec les organisations locales pour atténuer la violence électorale par la « cartographie des points chauds », ainsi que par l'intégration du genre dans l'éducation civique et électorale (NDI 2021a ; ONU Femmes 2021a ; Hughes 2016, 32) et en encourageant le cadrage de la VAWP comme une violation des droits de la personne pour contrer les normes selon lesquelles le harcèlement et les abus sexistes sont des aspects attendus de la vie politique (ONU Femmes 2021a). Plaider pour une couverture équitable, nuancée et complète des mouvements de défense des droits de la personne et des dirigeants issus de communautés marginalisées (ONU Femmes 2021a). Aborder l'éducation aux médias et à l'information du public dans le cadre des interventions des GRC et sensibiliser aux campagnes de désinformation fondées sur le genre et à leurs conséquences (UNESCO et ONU Femmes 2019). Encourager l'utilisation d'outils d'apprentissage automatique pour identifier et contrer la violence basée sur le genre facilitée par la technologie (TFVBG) (NDI 2021a).

Stratégie n° 2 : Fournir une formation à la sécurité numérique aux militants des droits de la personne et aux responsables de la gouvernance

(atténuation des risques)

(niveaux du modèle socio-écologique : individuel, structurel)

Les outils numériques peuvent contribuer à rendre les services plus accessibles à un large éventail de survivants de la violence basée sur le genre et à renforcer les mouvements en faveur de la démocratie et des droits de la personne. Par exemple, une page Facebook privée qui avait été créée pour discuter de relations s'est transformée en une plateforme permettant aux femmes du Soudan de partager leurs

expériences d'abus lors de manifestations et de collecter des fonds pour le mouvement. Les femmes ont utilisé des réseaux privés virtuels pour cacher leur emplacement et ont pu poursuivre leur travail malgré les efforts du gouvernement pour bloquer l'accès aux médias sociaux (Robertson et Ayazi 2019). Dans le même temps, les outils et la formation en matière de sécurité numérique sont de plus en plus nécessaires, car la violence basée sur le genre visant les politiciens, les élus, les défenseurs des droits de la personne et les citoyens se répand en ligne (NDI 2021a).

L'USAID peut soutenir une participation sûre aux processus démocratiques en aidant les fournisseurs de technologie, les organisations de la société civile et les groupes de travail sur le genre à fournir des services aux groupes ciblés par la TFVBG. Les services doivent être adaptés aux manifestations sexospécifiques de la violence basée sur le genre. Par exemple, contrairement aux hommes, les femmes sont souvent confrontées, dans la vie politique et publique, à des niveaux soutenus d'abus en ligne, y compris entre les cycles électoraux (ONU Femmes 2021a). Par conséquent, le plaidoyer et le soutien en faveur de la sécurité et de la résilience des femmes doivent se poursuivre même lorsque leurs collègues masculins commencent à être épargnés par les attaques en ligne. En outre, dans les pays où l'homosexualité est criminalisée (OutRight Action International 2018), les sites web qui profitent aux personnes de divers SOGIESC sont souvent utilisés pour piéger les militants (OutRight Action International 2021a). Établir des partenariats avec des organisations de défense des droits des femmes et d'autres organisations locales de défense des droits de la personne afin de fournir des services aux personnes de divers SOGIESC, aux femmes en politique et à d'autres groupes à risque. Il peut s'agir de la fourniture d'outils contre les logiciels espions, de formations sur la protection des informations et des comptes personnels, de la reconnaissance et de la réponse à la désinformation en ligne, et de la fourniture de services qui sensibilisent et atténuent le traumatisme psychologique de la violence sexuelle et sexiste (NDI 2021a, USAID 2020b). Pour plus de détails sur la prise en charge de la violence sexuelle et sexiste, voir la section 3.5. Éléments de programme spécifiques au secteur : Lutter contre la violence basée sur le genre grâce à des programmes technologiques.

Stratégie n° 3 : Mobiliser la société civile et les autres parties prenantes pour créer un changement au sein des institutions de justice, de sécurité et de gouvernance

(atténuation des risques)

(niveau du modèle socio-écologique : structurel)

Les médias, la société civile et les institutions du secteur de la justice et de la sécurité peuvent créer des cultures et des politiques institutionnelles qui réduisent l'acceptabilité de la violence basée sur le genre et permettent aux survivants d'accéder plus facilement à la réparation.

L'USAID peut s'associer à une diversité d'institutions pour les aider à articuler les valeurs et les priorités institutionnelles qui créent un environnement où la violence basée sur le genre ne prospère pas (voir section 4.0). Éléments du processus : Valeurs, culture organisationnelle et leadership). L'une des caractéristiques essentielles d'un tel environnement est d'aborder ouvertement et de manière proactive les préoccupations des employés en matière de sécurité liées au genre, et d'aider les institutions du secteur public et privé à créer des plans de sécurité contre la VBG pour les employés, adaptés au travail très médiatisé des journalistes, des activistes, des politiciens et des fonctionnaires (UNESCO et ONU Femmes 2019). L'objectif est de tendre vers la parité des sexes et l'inclusion équitable d'autres groupes marginalisés dans les corps législatifs, les systèmes judiciaires et les processus décisionnels dans l'ensemble des institutions (UNESCO et ONU Femmes 2019, USAID 2014).

Dispenser une formation sur le genre, la discrimination et la violence fondée sur l'identité, l'expression ou l'orientation sexuelle, afin de minimiser les risques d'utilisation de la violence basée sur le genre pour intimider, exploiter ou marginaliser davantage les employés et les personnes desservies par l'institution. Travailler avec les parties prenantes de la société civile et du gouvernement pour renforcer le leadership en tant que défenseurs et alliés dans les efforts de changement institutionnel. Offrir des récompenses aux leaders du changement, telles que la reconnaissance publique, des opportunités de carrière et des formations supplémentaires (Chemonics International et USAID 2021).

Stratégie n° 4 : Promouvoir le changement dans la culture, les politiques et les pratiques des partis politiques

(prévention, atténuation des risques, réponse)

(niveaux du modèle socio-écologique : communautaire, structurel)

Les partis politiques sont essentiels à l'établissement d'agendas politiques nationaux qui donnent la priorité à la prévention et à la réponse à la VBG. Ils sont également essentiels pour garantir que les femmes, les personnes de diverses orientations sexuelles, les personnes handicapées, les migrants et les autres personnes qui sont ciblées de manière disproportionnée par la violence basée sur le genre sont représentés et ont accès aux postes de décision dans l'ensemble du gouvernement. Dans le même temps, la violence basée sur le genre est souvent perpétrée au sein des partis politiques (ONU Femmes 2021a). Les interventions qui ciblent les partis politiques peuvent donc avoir un impact significatif sur les systèmes et les structures qui guident le développement national, ainsi que sur le bien-être et l'efficacité des générations de dirigeants.

L'analyse de l'économie politique sous l'angle du genre devrait éclairer les efforts visant à changer la culture et les pratiques des partis politiques. Réduire au minimum les conséquences involontaires en veillant à ce que les interventions soient appropriées et tiennent compte de la manière dont le genre façonne le pouvoir et les ressources. Ceci est particulièrement critique dans les contextes de transition (Brechenmachen et Hubbard 2020). Dans la mesure du possible, les interventions doivent apporter un soutien à l'égalité des sexes et à la prévention de la violence basée sur le genre dès les premières étapes du développement du parti. Cela peut se faire par le biais des documents fondateurs du parti, des procédures de fonctionnement, des règlements intérieurs et des procédures de nomination et de sélection (Brechenmachen et Hubbard 2020). Soutenir les processus de nomination qui sont inclusifs et dont les ressources sont équitablement réparties. Fournir un développement des compétences en matière d'égalité des sexes et sensibiliser aux violences faites aux femmes et aux autres formes de violence basée sur le genre. Élaborer des codes de conduite qui traitent du harcèlement sexuel, de la violence économique, de la sextorsion et de la discrimination, et imposer des conséquences en cas de violation (NDI 2021a).

Stratégie n° 5 : Surveiller les incidents de VBG et la réponse dans les arènes des DRG

(atténuation des risques, réponse)

(niveau du modèle socio-écologique : communautaire, structurel)

L'USAID peut soutenir les efforts visant à renforcer la transparence et la responsabilité du gouvernement, et empêcher que la VBG ne devienne un obstacle aux processus politiques participatifs, représentatifs et inclusifs et aux institutions gouvernementales (USAID 2013). En raison de

l'augmentation du coût politique potentiel et des risques de sécurité lors du signalement des VFFP et d'autres formes de VBG à motivation politique, il peut être nécessaire de mettre en place des mécanismes de signalement, de documentation et de suivi ciblés. Aider les autorités compétentes à mettre en place des mécanismes de signalement sûrs, confidentiels et alternatifs, tels que des points focaux ou des bureaux chargés des questions de genre au sein des commissions électorales et des organes gouvernementaux (ONU Femmes 2021a). Organiser des séances d'écoute ou mener des enquêtes confidentielles auprès des législateurs, d'autres fonctionnaires et des candidats politiques afin que les femmes et autres dirigeants exposés à la violence basée sur le genre puissent partager leurs expériences (NDI 2021a).

Impliquer des organisations indépendantes de défense des droits de la personne dirigées par et pour des survivants, des femmes, des personnes de diverses orientations sexuelles, des personnes handicapées, des migrants et d'autres groupes à risque dans la création de processus de signalement centrés sur les survivants pour la violence qui a lieu dans les institutions gouvernementales et qui cible les défenseurs des droits de la personne (ONU Femmes 2021a). Les commissions électorales peuvent préparer les observateurs citoyens et les fournisseurs de technologie à détecter et à signaler les VBG entourant les élections (NDI 2021a, NDI 2019). Veiller à ce que le secteur de la justice et les autres parties chargées d'enquêter et de répondre aux incidents soient formés pour identifier une gamme complète de formes de VBG, y compris la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre et les pratiques d'exclusion (Human Rights Watch 2021b). Donner aux survivants le pouvoir de contrôler les étapes de la responsabilisation et de la protection qui suivent le signalement.

Créer ou renforcer les systèmes de la société civile pour surveiller la réponse à la VBG. Soutenir les organisations indépendantes de défense des droits de la personne et de la société civile ainsi que les groupes de surveillance qui contrôlent les services aux survivants et les systèmes pénal et judiciaire (USAID 2014, UNODC 2014). Aider ces groupes à entreprendre des litiges stratégiques ou à soumettre des affaires aux tribunaux régionaux des droits de la personne, si nécessaire (USAID 2014).

Veiller à ce que les activités de surveillance couvrent la violence qui se produit en ligne. Impliquer les sociétés de données et les utilisateurs dans la détection, le suivi et l'élimination de la violence sexuelle et sexiste (NDI 2019). Aider les fournisseurs de communications numériques à améliorer la sécurité numérique. Cela peut être réalisé, par exemple, en créant et en appliquant des normes communautaires, et en offrant des paramètres de sécurité renforcés pour les fonctionnaires, les candidats, les journalistes et les défenseurs des droits de la personne afin de protéger les informations personnelles et d'empêcher le harcèlement, la sextorsion et d'autres abus (NDI 2021). Donner à la société civile les moyens de contrer les efforts du gouvernement et des entreprises technologiques visant à censurer, bloquer ou utiliser les sites web consacrés aux droits de la personne pour piéger les militants. Ceci est particulièrement important pour la protection de la sécurité des personnes de divers SOGIESC (OutRight Action International 2021a).

Stratégie n° 6 : Fournir des services aux survivants touchés par les violations des droits de la personne et les défaillances de la gouvernance

(réponse)

(niveau du modèle socio-écologique : structurel)

La promotion de mécanismes de soutien qui offrent une protection et des services aux personnes affectées par des violations des droits de la personne afin qu'elles puissent accéder à la justice, recevoir des réparations et guérir est un objectif important de la *stratégie de l'USAID sur la démocratie, les droits de la personne et la gouvernance* (USAID 2013). Donner à la société civile les moyens d'organiser des séances d'écoute avec les groupes les plus touchés par la violence basée sur le genre. Ces sessions sont une bonne pratique pour identifier les besoins en services, concevoir des programmes et planifier la durabilité (NDI 2021a). S'assurer que les services respectent les droits de la personne et sont confidentiels, gratuits et accessibles linguistiquement, culturellement et physiquement à tous les groupes victimes de VBG (USAID 2013, ONU Femmes 2021a).

2021a) 2021a). Coordonner les secteurs de la sécurité, de la justice et des services humains afin que les survivants et les témoins aient un accès simplifié à une gamme complète de services et de ressources d'intervention [HYPERLINK "https://www.zotero.org/google-docs/?r0ZQkU"](https://www.zotero.org/google-docs/?r0ZQkU) (UNODC 2014). Aider les gouvernements et les organisations de la société civile à organiser des « centres à guichet unique » pour faciliter l'accès des survivants à une gamme de services, dans les contextes où il est possible de mettre en œuvre efficacement ce modèle (USAID 2020a, 45) (voir section 3.3. Éléments du programme : réponse).» pour faciliter l'accès des survivants à une gamme de services, dans les contextes où il est possible de mettre en œuvre efficacement ce modèle (USAID 2020a, 45) (voir section 3.3. Éléments du programme : réponse).

Stratégie n° 7 : Renforcer la capacité des secteurs de la justice, de la sécurité et de la gouvernance à lutter contre la VBG

(atténuation des risques, réponse)

(niveau du modèle socio-écologique : interpersonnel, structurel)

La *boîte à outils de l'USAID pour la réforme du secteur de la sécurité et du genre* donne la priorité à la protection contre la violence et recommande la formation des professionnels comme stratégie clé pour lutter contre la VBG (Chemonics International et USAID 2021). L'USAID peut aider les organisations de la société civile à offrir une formation aux officiers de police, aux enquêteurs et aux procureurs qui répondent aux besoins des groupes à risque, y compris les femmes en politique, les personnes handicapées, les personnes de diverses orientations sexuelles et les migrants (NDI 2021a ; ONU Femmes 2021 b, 20 ; OutRight Action International 2021 b ; ONU Femmes UNU 2021). La formation devrait (1) préparer les fonctionnaires à donner la priorité à l'autonomisation des survivants et à la prise de décision dans les processus de justice ; (2) doter les agents chargés de l'application des lois et les autres représentants du gouvernement des compétences nécessaires pour utiliser des techniques d'entretien adaptées à l'âge, tenant compte des traumatismes et sensibles aux identités multiples des survivants et des témoins (UNODC 2014) et (3) s'attaquer aux obstacles culturels à la justice et à la

protection, comme l'idée fautive selon laquelle la violence basée sur le genre qui se produit au sein des familles n'est pas du ressort du gouvernement (Chemonics International et USAID 2021).

La formation des administrateurs électoraux et des élus peut éviter l'utilisation de la VBG pour intimider les électeurs ou les candidats, et traiter la violence basée sur le genre dans les chambres du gouvernement. Intégrer des mesures d'atténuation de la VBG dans la formation des administrateurs électoraux. Offrir aux hommes politiques la possibilité de se sensibiliser aux violences faites aux femmes et de participer activement à la prévention et à la lutte contre ces violences. Fournir une formation sur le harcèlement sexuel aux parlementaires et autres fonctionnaires du gouvernement (ONU Femmes 2021a).

Stratégie n° 8 : Soutenir les droits des femmes et les autres groupes et mouvements locaux travaillant sur les droits de la personne, en particulier les défenseurs des droits de la personne

(environnement favorable)

(niveaux du modèle socio-écologique : communautaire, structurel)

La stratégie de l'USAID sur la démocratie, les droits de la personne et la gouvernance considère la protection des défenseurs des droits de la personne comme une facette importante de la promotion du développement et de la démocratie (USAID 2013). L'USAID peut protéger de la répression les organisations, mouvements et activistes de lutte contre la VBG et les droits de la personne, améliorer leurs efforts pour documenter les abus, et renforcer les capacités et la résilience des mouvements (USAID 2016, USAID 2017). Renforcer le pouvoir du mouvement en aidant les organisations à élaborer un programme cohérent et à créer des liens horizontaux (avec d'autres organisations de la société civile) et verticaux (avec les institutions gouvernementales et les citoyens). Fournir des ressources pour que les groupes de surveillance et les acteurs qui poussent au changement systémique puissent conserver leur autonomie par rapport au gouvernement, même après les transitions politiques (USAID 2017). Soutenir les organisations de la société civile dirigées par des personnes issues de divers SOGIESC et d'autres personnes dont les identités intersectionnelles peuvent être marginalisées dans les mouvements dominants de lutte contre la VBG et les flux de financement. Par exemple, décloisonner le financement du travail intersectionnel, financer la production de connaissances et améliorer le montant global, la qualité et l'accessibilité du financement (Saleh et Sood 2020). Centrer les initiatives sur la violence à l'égard des femmes sur les priorités et l'autonomisation des femmes (Nesbitt-Ahmed 2015). Engager les hommes dans le changement personnel et comme alliés dans l'action politique (Müller et Shahrokh 2016).

Stratégie n° 9 : Éliminer ou modifier les lois qui autorisent la violence basée sur le genre ou qui augmentent le risque de VBG

(environnement favorable)

(niveau du modèle socio-écologique : structurel)

Le secteur de la DRG peut fournir une assistance essentielle aux organisations de la société civile en vérifiant les cadres juridiques pour les violations des droits de la personne afin qu'elles puissent travailler à l'élimination des lois qui autorisent explicitement la VBG ou qui la facilitent comme une conséquence involontaire. Veiller à ce que les cadres juridiques tiennent compte de la dynamique du pouvoir social et

ne privent pas davantage les groupes marginalisés de leurs droits est une facette essentielle de ce travail. Par exemple, abroger les lois qui criminalisent les relations homosexuelles, la « propagande gay », le travestissement et le vagabondage (OutRight Action International 2021 b). Une fois les lois modifiées, fournissez une assistance pour surveiller la manière dont elles sont appliquées afin d'empêcher l'émergence de nouveaux moyens de contrôler les groupes ciblés.

Veillez à aborder les lois sur les relations familiales qui facilitent la violence basée sur le genre. Les lois qui excusent ou facilitent la violence basée sur le genre donnent aux auteurs l'impunité et découragent les survivants (OHCHR 2021). Travailler avec les parties prenantes du secteur de la justice pour éliminer les lois qui autorisent les mariages et unions d'enfants, précoces ou forcés, ou qui accordent des droits discriminatoires en matière de mariage, de divorce, de parentalité, de terres, de propriété et d'héritage (ONU Femmes 2019) (voir la section 3.5. Éléments de programme spécifiques au secteur : Droits fonciers et droits de propriété). Abroger les lois qui limitent la mobilité des femmes. Par exemple, la loi qatarie empêche les femmes de moins de 25 ans de voyager hors du pays sans l'autorisation de leur tuteur masculin (Human Rights Watch 2021a). Abroger les lois qui exemptent les auteurs de viols d'accusations s'ils épousent la victime ou qui autorisent le viol au sein de mariages déjà établis (ONU Femmes 2019). Décriminaliser les « délits moraux », tels que la tentative d'avoir des relations sexuelles en dehors du mariage. Travailler avec les parties prenantes concernées pour faire en sorte que les lois qui inculpent les survivants qui se présentent pour d'autres crimes soient abrogées. La façon dont les cadres juridiques répondent à la sextorsion nécessite une attention particulière, car les survivants sont souvent accusés de prostitution ou de paiement volontaire de pots-de-vin (Transparency International 2020). Éliminer les dispositions qui soumettent les femmes et les filles accusées de fugue, de prostitution ou d'infidélité à des agressions sexuelles sous la forme de « tests de virginité » (Human Rights Watch 2021b).

Travailler avec les acteurs étatiques pour évaluer les cadres d'immigration qui créent de l'instabilité ou exposent les migrants à des parcours d'immigration dangereux et irréguliers, augmentant ainsi le risque de VBG (ONU Femmes 2021). Promouvoir l'égalité d'accès à des voies d'immigration sûres afin de réduire le risque de traite, d'exploitation ou d'abus par les passeurs (ONU Femmes 2021c, 65). Fournir des permis de résidence aux survivants afin qu'ils puissent demander justice ou se mettre à l'abri des partenaires intimes sur lesquels ils compteraient autrement pour obtenir une résidence légale (Robillard et coll. 2018, 583–606).

Enfin, il faut s'assurer que les voies de justice disponibles sont appropriées, mises en œuvre efficacement et centrées sur les survivants (voir la section 1.0. Principes fondamentaux : une approche centrée sur les survivants). Par exemple, en Corée du Sud, en 2017, seuls 2 % des auteurs arrêtés de crimes sexuels numériques ont été emprisonnés. Dans certains contextes, les survivants ont accès à des recours civils, mais ne peuvent pas utiliser ces mécanismes parce que le dépôt d'une plainte civile nécessite de rendre publics son nom et son adresse, y compris à l'auteur de l'infraction (Human Rights Watch 2021c).

Stratégie n° 10 : Renforcer les cadres juridiques pour interdire la violence basée sur le genre et faire respecter les droits de la personne

(environnement favorable)

(niveau du modèle socio-écologique : structurel)

L'USAID peut aider les gouvernements et les défenseurs des droits de la personne à étendre les protections contre la VBG en introduisant des résolutions, en intégrant des dispositions adéquates dans les lois existantes, et en améliorant les politiques et les procédures nécessaires à une mise en œuvre efficace (NDI 2021a, USAID 2014). Étendre les codes électoraux ou pénaux pour interdire le vote familial, les discours de haine, les VAWP, l'intimidation des fonctionnaires ou des électeurs, et la diffusion d'images provocantes de candidats ou de dirigeants (NDI 2021a, ONU Femmes 2021a). Renforcer les lois qui interdisent la sextorsion et promouvoir les conséquences de l'abus de pouvoir (Transparency International 2020). Mettre en œuvre et renforcer les lois sur la violence et la discrimination au travail. Prévoir des dispositions spécifiques pour les travailleurs des secteurs qui les exposent à des taux plus élevés de VBG, notamment les secteurs de l'habillement, de l'agriculture, des transports, de la santé, du sexe et de l'éducation, ainsi que les travailleurs domestiques et les femmes en politique (ONU Femmes 2019, ONU Femmes et OIT 2019).

Travailler avec les institutions judiciaires, parlementaires et autres institutions gouvernementales et de la société civile pour mettre à jour les définitions de la violence basée sur le genre afin qu'elles soient complètes, adaptées aux contextes locaux et sensibles aux différentes manières dont divers groupes peuvent être affectés par la violence basée sur le genre ou y répondre. Il faut inclure le harcèlement fondé sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre dans les lois sur la violence au travail (OutRight Action International 2021c). S'assurer que les lois prévoient une protection contre les VBG commises par les soignants ou le personnel des personnes handicapées (ONU Femmes 2021b, 20). Interdire aux médecins de stériliser les patients sans leur consentement (ONU Femmes 2021d).

Stratégie n° 11 : Soutenir les gouvernements dans l'élaboration de politiques et de pratiques qui traitent clairement de VBG

(environnement favorable)

(niveau du modèle socio-écologique : structurel)

La formulation et la mise en œuvre de politiques claires qui traitent de la VBG dans tous les organes gouvernementaux sont essentielles pour atteindre l'objectif de l'USAID de favoriser une plus grande responsabilité des institutions et des dirigeants envers les citoyens et la loi (USAID 2013). L'USAID peut renforcer la capacité des gouvernements et des universitaires à analyser les politiques et les pratiques institutionnelles et systémiques en matière de VBG afin d'identifier et d'éliminer les obstacles à la sécurité et à la justice. Une étape importante consiste à réaliser une cartographie de la « chaîne de justice » (USAID 2014) et de créer des commissions chargées d'examiner le caractère approprié des pratiques de justice et de sécurité (Human Rights Watch 2021c). Aider les gouvernements à développer et à mettre en œuvre des plans d'action nationaux pour réduire la prévalence de la VBG, y compris la TFVBG (Human Rights Watch 2021c). Dans tous les secteurs, encourager l'articulation de politiques qui utilisent une terminologie inclusive. Veiller à ce que les politiques de protection contre la violence basée sur le genre et la discrimination soient financées et contrôlées de manière adéquate. Planifier des mesures de protection contre la VBG en période de conflit armé, de crise et de transition (Chemonics International et USAID 2021).

L'USAID peut également travailler avec les gouvernements pour mettre en œuvre des stratégies sectorielles visant à lutter contre la violence basée sur le genre. Les commissions électorales doivent garantir la sécurité de l'inscription, du vote et de la campagne (ONU Femmes 2021a). Soutenir la création de codes de conduite pour les corps législatifs et judiciaires qui interdisent toutes les formes de

VBG, y compris le partage de fausses informations et d'images sensationnelles de politiciens ou de représentants du gouvernement (Chemonics International et USAID 2021). Donner aux gouvernements, aux ONG ou à d'autres groupes de surveillance les moyens de former des équipes chargées d'enquêter et de répondre à la violence basée sur le genre au sein des organes gouvernementaux (NDI 2021a). Permettre aux systèmes de justice formels, informels et transitoires d'offrir une protection contre la VBG et des réparations (USAID 2020a, 45). Renforcer la capacité des tribunaux à revoir les pratiques et les politiques pour s'assurer que tous les survivants sont en mesure de participer de manière égale aux processus de justice, et que les stéréotypes et la discrimination liés au genre ne sont pas autorisés dans les procédures judiciaires (ONU Femmes 2021 b, 20). La police et les agents de sécurité nationale devraient collaborer activement avec les organisations de défense des droits de la personne pour façonner les politiques et les cultures institutionnelles (ONU Femmes et ONUDC 2021). Plaider pour que la sextorsion soit intégrée dans les politiques de lutte contre la VBG et la corruption et pour que des sanctions soient appliquées en cas de violation (Transparency International 2020). Encourager les politiques qui interdisent aux représentants de la police et de la justice qui interviennent en cas de VBG de partager des informations ou des ressources avec les services d'immigration (ONU Femmes UNU 2021).

Stratégie n° 12 : Développer et intégrer des instruments internationaux qui assurent la protection contre la VBG et l'obligation de rendre des comptes

(environnement favorable)

(niveau du modèle socio-écologique : structurel)

La promotion des principes des droits de la personne conformément aux normes internationales est l'un des objectifs de la *stratégie de l'USAID sur la démocratie, les droits de la personne et la gouvernance* (USAID 2013). Les instruments internationaux peuvent fournir à la société civile un levier important pour un changement normatif et structurel afin de prévenir la violence basée sur le genre. Renforcer les cadres normatifs internationaux et régionaux sur les DRG qui soutiennent les droits de la personne et condamnent les VBG. Encourager les dialogues transnationaux et régionaux, la création de mouvements et les campagnes de sensibilisation parmi la société civile et les femmes leaders qui travaillent sur les DRG (NDI 2021a, ONU Femmes UNU 2021). Permettre à divers survivants de participer et de faire entendre leur voix dans les forums régionaux et internationaux. S'assurer que les instruments internationaux et régionaux prennent en compte les multiples manifestations de la VBG et couvrent la violence à l'égard des femmes et des filles, la VAWP, et les personnes de divers SOGIESC, entre autres, ainsi que la violence qui se produit pendant les élections, les périodes de paix et les périodes de transition (NDI 2021a, USAID 2020b, ONU Femmes UNU 2021). Soutenir les gouvernements dans la ratification et la mise en œuvre des instruments internationaux et régionaux pertinents pour la lutte contre la VBG, tels que la Déclaration universelle des droits de la personne (ONU 1976) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Robertson et Ayazi 2019). Donner à la société civile les moyens de créer des procédures pour renvoyer les cas vers des mécanismes régionaux ou internationaux lorsque les systèmes nationaux ne parviennent pas à assurer la protection contre la VBG ou à rendre des comptes à ce sujet (NDI 2021a).

Exemples de programmes

Exemple N° 1 : Programme Central Asia Media

Le programme Central Asia Media (programme médiatique pour l'Asie centrale) financé par l'USAID est une initiative de 5 ans (2018-2023) mise en œuvre par Internews. Il vise à créer un environnement juridique plus favorable aux médias et à améliorer la capacité des médias à fournir des reportages équilibrés et informés sur les principales questions politiques. Au cours des trois premières années du programme, (1) plus de 2 000 journalistes du Kazakhstan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan ont participé à des formations ; (2) 149 organes de presse non étatiques, journalistes indépendants et organisations de la société civile ont reçu un soutien pour produire plus de 2 500 pièces de contenu local ; et (3) près de 6 000 personnes ont participé à des activités d'éducation aux médias (USAID 2021a).

Alisa Massaleva est l'une des journalistes qui a reçu une bourse du programme Central Asia Media. Grâce à cette subvention, elle a pu sensibiliser le public à la violence domestique et au manque de ressources disponibles pour les survivants. La subvention lui a également permis de cartographier les ressources en matière de violence domestique dans le sud du Kazakhstan. Elle a ainsi découvert que la police fournissait des services de moindre qualité aux survivants dans les districts dépourvus d'inspecteurs spécialisés dans les crimes contre les femmes. Grâce au financement de la subvention, elle a rédigé 15 articles qui ont atteint environ 50 000 lecteurs. Par la suite, les autorités locales de chaque district ont accepté de consacrer des ressources à la lutte contre la violence domestique. Elle a également envoyé ses articles à la Commission nationale des droits de la femme et au groupe de travail, ce qui a déclenché la rédaction d'une nouvelle législation sur la violence domestique. Elle estime que la subvention lui a permis d'atteindre un public plus large et de persuader les autorités de réagir (USAID 2021b).

Exemple N° 2 : Interventions visant à soutenir les groupes travaillant avec des personnes de divers SOGIESC en Colombie

L'USAID apporte son soutien à la société civile et au gouvernement pour renforcer les droits, les protections et l'accès aux biens publics, aux services et à la justice pour les personnes de diverses orientations sexuelles en Colombie. En 2020, plus de 200 Colombiens de divers SOGIESC ont été assassinés (Lavers et Blade 2021). L'USAID collabore avec le bureau du médiateur de Colombie pour fournir une assistance ciblée aux groupes de défense des droits de la personne, et avec le ministère de l'Intérieur pour renforcer et développer des politiques qui soutiennent les droits des personnes de diverses orientations sexuelles et encouragent la responsabilité en cas de violations (Lavers et Blade 2021). L'USAID fournit également des fonds à Caribe Afirmativo, une organisation de la société civile qui renforce les droits des personnes ayant une orientation sexuelle différente dans les Caraïbes. Avec le soutien de l'USAID, ils sensibilisent aux droits des personnes de divers SOGIESC, plaident pour une réforme législative et politique, et travaillent avec le gouvernement pour fournir des services à la communauté. L'une des façons dont ils visent à accroître la sécurité et à réduire l'exploitation des personnes de divers SOGIESC en Colombie est de fournir une formation directement aux agents de police et de parler sur la station de radio de la police nationale (USAID 2015).

Exemple N° 3 : Programme d'éducation civique en Jordanie

Le programme d'éducation civique Ana Usharek pour les jeunes, financé dans le cadre de l'activité « Élections et participation politique » de l'USAID, propose une série de sessions de discussions guidées et interactives sur les concepts et processus démocratiques afin de sensibiliser la jeunesse jordanienne à la participation politique. Il vise à créer des espaces sûrs où les jeunes peuvent discuter, débattre et exercer les principes démocratiques et les meilleures pratiques internationales en matière de démocratie et de gouvernance. En prévision des élections parlementaires de 2020, plus de 450 femmes ont reçu une formation aux techniques de campagne pour les aider à se présenter aux élections (USAID 2021c). En 2022, huit femmes formées par le programme d'éducation civique de la communauté locale de l'USAID ont remporté les élections locales (USAID 2021c). Le programme a également contribué à faire entendre la voix des groupes marginalisés dans les cercles de décision, ayant permis à 526 activistes des droits des personnes handicapées d'étendre leur travail grâce à des formations sur la législation relative aux droits des personnes handicapées et l'engagement communautaire (USAID 2021c). Un succès notable a été obtenu par les participants handicapés du programme Usharek dans la ville de Beit Jaffa, qui ont fait pression sur la Commission électorale indépendante pour qu'elle déplace le bureau de vote de leur ville vers un endroit plus accessible pour eux (USAID 2022a).

Le programme permet aux jeunes d'identifier les questions de défense des intérêts au niveau local ou national. Les jeunes identifient régulièrement des priorités liées à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, le harcèlement, les brimades à l'école et d'autres formes de violence basée sur le genre. Grâce à ce travail, les groupes de jeunes ont mis en avant le droit à l'éducation, notamment en ce qui concerne le mariage précoce, et ont organisé des campagnes de sensibilisation pour lutter contre la violence domestique et la violence à l'égard des enfants en plaidant pour des changements législatifs visant à interdire les châtiments corporels à la maison.

Outils et ressources

- NDI. 2019. *Tweets That Chill: Stopping Violence against Women in Politics* : Consulté le 8 juin 2022. https://www.ndi.org/sites/default/files/NDI_Tweets_That_Chill_Report.pdf
- ———. 2016. *Votes without Violence: A Citizen Observer's Guide to Addressing Violence against Women in Elections*. Consulté le 8 juin 2022. https://www.ndi.org/sites/default/files/Votes_Without_Violence_Manual.pdf
- OutRight Action International. 2021. *Queering the Courtroom: Resources for Litigation for the Human Rights of LGBTIQ People*. Consulté le 8 juin 2022. <https://outrightinternational.org/content/queering-courtroom-resources-litigation-human-rights-lgbtqi-people>.
- UNODC. 2014. *Handbook on Effective Prosecution Responses to Violence against Women and Girls*. Consulté le 8 juin 2022. https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2014/UNODC_UNW_Ebook_prosecutors%20and%20VAW.pdf.
- ONU Femmes. 2021a. *Prévenir la violence à l'égard des femmes dans les élections : Un guide de programmation* Consulté le 8 juin 2022. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2017/11/preventing-violence-against-women-in-elections>.
- ———. 2021b. *The Big Conversation: Handbook to Address Violence against Women in and through the Media*. Consulté le 8 juin 2022. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2019/12/handbook-to-address-violence-against-women-in-and-through-the-media>.
- ———. 2021c. *Why and How Constitutions Matter for Advancing Gender Equality Gains, Gaps and Policy Implications*. Consulté le 8 juin 2022. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2017/2/why-and-how-constitutions-matter-for-advancing-gender-equality>.
- ONU Femmes et OIT. 2021. *Handbook: Addressing Violence and Harassment against Women in the World of Work*. Consulté le 8 juin 2022. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2019/03/handbook-addressing-violence-and-harassment-against-women-in-the-world-of-work>.
- ONU Femmes et ONUDC. 2021. *Handbook on Gender-Responsive Police Services for Women and Girls Subject to Violence*. Consulté le 8 juin 2022. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2021/01/handbook-gender-responsive-police-services#view>.
- USAID. 2021. *Gender and Security Sector Reform Toolkit*. Consulté le 8 juin 2022. <https://www.usaid.gov/democracy/documents/gender-and-security-sector-reform-toolkit>.
- ———. 2020a. *Select GBV Literature Reviews: The Impact of Information Communication Technologies on GBV*. Consulté le 8 juin 2022. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00VR39.pdf.
- ———. 2020b. *Select Gender-Based Violence Literature Reviews: GBV Survivors and Justice Institutions*. Accessed June 8, 2022. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00XRCN.pdf.
- ———. 2017a. *Increasing the Civic and Political Participation of Women: Understanding the Risk of Strong Resistance*. Consulté le 8 juin 2022. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/2496/Increasing_the_Civil_and_Political_Participation_of_Women_-_Understanding_the_Risk_of_Strong_Resistance.pdf.

- ———. 2017b. *Making Human Rights Campaigns Effective While Limiting Unintended Consequences Lessons from Recent Research*. Consulté le 8 juin 2022. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/Making_Human_Rights_Campaigns_Effective_While_Limiting_Unintended_Consequences_-_Lessons_from_Recent_Research.pdf.
- ———. 2016a. *Gender Integration in Democracy, Human Rights, and Governance (DRG) Programming Toolkit*. Consulté le 8 juin 2022. <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/2496/Gender%20Toolkit.pdf>.
- ———. 2016b. *Violence against Women in Elections: A Framework for Assessment, Monitoring, and Response*. Consulté le 8 juin 2022. https://www.ifes.org/sites/default/files/vawie_framework.pdf.
- ———. 2016c. *Women in Power Project Summary Report*. Consulté le 8 juin 2022. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/2496/USAID-WiP_summary_report_FINAL.pdf.
- ———. 2014. *Equal Rights, Equal Justice: Toolkit for Addressing Gender-Based Violence through Rule of Law Projects*. Consulté le 8 juin 2022. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/Toolkit_GBV%20and%20RoL_final_Web_14SEP10.pdf.

Remerciements

Ce document a été rédigé par Heather Chantelois, avec le soutien d'autres membres de l'équipe de CARE-VBG, notamment Michele Lanham et Fatima Saeed. Le document a été révisé par Jelena Burgić Simmons, conçu par Jill Vitick et mis en page par Miel Design Studios. Nous remercions le personnel de l'USAID qui a contribué à cette note et l'a révisée : Rachel Aicher, Julie Denham, Caroline Hubbard, Cara Thanassi, Thea Villate, et Gina Chirillo, membre du groupe consultatif technique sur les éléments fondamentaux, pour leur examen et leurs commentaires.

Référence recommandée

CARE-VBG 2022. « Éléments de programme spécifiques au secteur : Lutter contre la violence basée sur le genre par le biais de programmes sur la démocratie, les droits de la personne et la gouvernance » Dans *Éléments fondamentaux des programmes de lutte contre la violence basée sur le genre dans le développement*. Washington, D.C. : USAID.

Références

- Astraea Lesbian Foundation for Justice. 2016. *Raising Trans Visibility—on Paper, in Person, Online*. New York, NY: Astrea Lesbian Foundation for Justice. Consulté le 29 décembre 2021. <https://blog.usaid.gov/category/lgbt/>.
- Auchter J. 2017. "Forced Male Circumcision: Gender-Based Violence in Kenya." *Int Aff*. Nov 1; 93 (6):1339-56.

- Barsa M, O Holt-Ivry, A Muehlenbeck, K Case, T Easthom, M O'Reilly, et al. s.d. "Inclusive Ceasefires: Women, Gender, and a Sustainable End to Violence", p.62.
- Brechenmacher S et C Hubbard. 2020. *Breaking the Cycle of Gender Exclusion in Political Party Development*. Carnegie Endowment for International Peace, National Democratic Institute (NDI). Consulté le 23 octobre 2021. <https://www.ndi.org/sites/default/files/Breaking%20the%20Cycle%20of%20Gender%20Exclusion%20in%20Political%20Party%20Development%20%281%29.pdf>.
- Chemonics International et USAID. *Gender and Security Sector Reform Toolkit*. Washington, D.C.: Chemonics International, USAID. Consulté le 23 octobre 2021. <https://www.usaid.gov/democracy/documents/gender-and-security-sector-reform-toolkit>.
- Hubbard C et C DeSoi. 2016. *Votes without Violence: Monitoring and Mitigating Violence against Women in Elections*. Washington, D.C.: NDI. Consulté le 23 octobre 2021. https://www.ndi.org/sites/default/files/Votes_Without_Violence_Manual.pdf.
- Hughes MM. 2016. *Women in Power Project Summary Report*. p.32. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/2496/USAID-WiP%20summary%20report_FINAL.pdf.
- Human Rights Watch. 2021a. "Everything I Have to Do Is Tied to a Man:" Women and Qatar's Male Guardianship Rules. New York, NY: Human Rights Watch. Consulté le 19 décembre 2021. <https://www.hrw.org/report/2021/03/29/everything-i-have-do-tied-man/women-and-qatars-male-guardianship-rules>.
- . 2021b. "I Thought Our Life Might Get Better:" Implementing Afghanistan's Elimination of Violence against Women Law. New York, NY: Human Rights Watch. Consulté le 19 décembre 2021. <https://www.hrw.org/report/2021/08/05/i-thought-our-life-might-get-better/implementing-afghanistans-elimination>.
- . 2021 c. "My Life Is Not Your Porn:" Digital Sex Crimes in South Korea. New York, NY: Human Rights Watch. Consulté le 19 décembre 2021. <https://www.hrw.org/report/2021/06/16/my-life-not-your-porn/digital-sex-crimes-south-korea>.
- IPU. 2016. *Sexism, Harassment and Violence against Women Parliamentarians*. Koninklijke Brill NV. Consulté le 19 décembre 2021. <https://primarysources.brillonline.com/browse/human-rights-documents-online/sexism-harassment-and-violence-against-women-parliamentarians;hrdhrd10212016006>.
- Krook ML. 2020. "Violence against Women in Politics." Oxford, UK: Oxford University Press.
- Lavers MK and W Blade. 2021. *USAID Seeks to Bolster LGBTQ Rights Efforts in Colombia—We the People*. Consulté le 29 décembre 2021. <https://www.gaysonoma.com/2021/10/usaid-seeks-to-bolster-lgbtq-rights-efforts-in-colombia/>.
- McDonald E, M Jenkins, and J Fitzgerald. 2021. "Defying Exclusion—Stories and Insights on the Links between Discrimination and Corruption." Transparency International and Equal Rights Trust; p.124.
- Müller C and T Shahrokh. 2016. *Engaging Men for Effective Activism against Sexual and Gender-Based Violence*. Brighton, UK: Institute of Development Studies. Consulté le 30 décembre 2021. https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/7979/AGID_318_PBI08_EngagingMen_Online.pdf;jsessionid=959BC6887B1BFF158F597340830C436A?sequence=1.

- NDI. 2021a. *#Notthecost Stopping Violence against Women in Politics: A Renewed Call to Action*. Washington, D.C.: NDI. Consulté le 23 octobre 2021. <https://www.ndi.org/sites/default/files/NTC%202021%20ENGLISH%20FINAL.pdf>.
- . 2021b. *Addressing Online Misogyny and Gendered Disinformation: A How-To Guide*. Washington, D.C.: NDI. Consulté le 23 octobre 2021. <https://www.ndi.org/sites/default/files/Addressing%20Gender%20%26%20Disinformation%20%20%281%29.pdf>.
- . 2019. *Tweets That Chill: Analyzing Online Violence against Women in Politics*. New York, NY: NDI. Consulté le 23 octobre 2019. <https://www.ndi.org/sites/default/files/NDI%20Tweets%20That%20Chill%20Report.pdf>.
- Nesbitt-Ahmed Z. 2015. *Building Alliances to Address Sexual and Gender-Based Violence*. Consulté le 30 décembre 2021. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/7160>.
- OHCHR. 2020. *Towards Ending Impunity for GBV Crimes: Experiences from the Human Rights Special Procedure*. <https://www.ohchr.org/en/statements/2021/10/towards-ending-impunity-gbv-crimes-experiences-human-rights-special-procedure>.
- OutRight Action International. 2021a. *No Access: LGBTIQ Website Censorship in Six Countries*. New York, NY: OutRight Action International. Consulté le 5 novembre 2021. https://outrightinternational.org/sites/default/files/NoAccess_abridged_1.pdf.
- . 2021b. *Over-Policed, Under-Protected: Experiences of Trans and Gender Diverse Communities in the Caribbean*. New York, NY: OutRight Action International. Consulté le 5 novembre 2021. <https://outrightinternational.org/content/over-policed-under-protected>.
- . 2021c. *Queering the Courtroom. Resources for Litigation for the Human Rights of LGBTIQ People*. New York, NY: OutRight Action International. Consulté le 5 novembre 2021. <https://outrightinternational.org/content/queering-courtroom-resources-litigation-human-rights-lgbtqi-people>.
- . 2019. *Harmful Treatment: The Global Reach of So-Called Conversion Therapy*. New York, NY: OutRight Action International. Consulté le 5 novembre 2021. <https://outrightinternational.org/reports/global-reach-so-called-conversion-therapy>.
- . 2018. *LGBTIQ Rights around the World*. New York, NY: OutRight Action International. Consulté le 30 décembre 2021. <https://outrightinternational.org/about-us>.
- Ramon Mendos L, K Botha, R Carrano Leles, E López de la Peña, I Savelev, and D Tan. 2020. *State-Sponsored Homophobia Report – 2020 Global Legislation Overview Update*. Geneva, Switzerland: ILGA World. Consulté le 12 décembre 2021. <https://ilga.org/state-sponsored-homophobia-report-2020-global-legislation-overview>.
- Robertson D and M Ayazi. 2019. *How Women Are Using Technology to Advance Gender Equality and Peace*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace. Consulté le 6 février 2022. <https://www.usip.org/publications/2019/07/how-women-are-using-technology-advance-gender-equality-and-peace>
- Robillard C, J McLaughlin, DC Cole, B Vasilevska, and R Gendron. 2018. “Caught in the Same Webs—Service Providers’ Insights on Gender-Based and Structural Violence among Female Temporary Foreign Workers in Canada.” *J Int Migr Integr*. Aug 1; 19 (3):583–606.

- Saleh L and N Sood. 2020. *Vibrant Yet Underresourced: The State of Lesbian, Bisexual, and Queer Movements*. New York, NY and Amsterdam, The Netherlands: Astraea Lesbian Foundation for Justice and Mama Cash. Consulté le 30 décembre 2021. <https://www.arcusfoundation.org/wp-content/uploads/2021/02/Astraea-Foundation-Vibrant-Yet-Under-Resourced-State-of-the-LBQ-Movement.pdf>.
- Semu-Banda P. 2008. *Politics-Malawi: Elections Get Ugly for Women*. IPS News: November 24, 2008. Consulté le 29 mai 2022. <http://www.ipsnews.net/2008/11/politics-malawi-elections-get-ugly-for-women/>.
- Šimonović D. 2020. *Violence against Women in Politics. Sixty-Fifth Session of the Commission on the Status of Women (CSW 65) Expert Group Meeting*. New York, NY: ONU Femmes. Consulté le 29 mai 2022. https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/65/EGM/SRVAW_VAW_in_Politics_EP9_EGMCSW65.pdf.
- Transparency International. 2020. *Breaking the Silence around Sextortion: The Links between Power, Sex...* Berlin, Germany: Transparency International. Consulté le 19 décembre 2021. <https://www.transparency.org/en/publications/breaking-the-silence-around-sextortion>.
- UNESCO, ONU Femmes. 2019. *The Big Conversation: Handbook to Address Violence against Women in and through the Media*. New York, NY : UNESCO et ONU Femmes. Consulté le 6 novembre 2021. <https://www.unwomen.org/digital-library/publications/2019/12/handbook-to-address-violence-against-women-in-and-through-the-media>.
- Nations Unies. 1976. "47. International Covenant on Civil and Political Rights. General Assembly Resolution 2200A (XXI)." <https://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>.
- . 1948. "Universal Declaration of Human Rights. General Assembly Resolution 217 A 1948." <https://www.ohchr.org/en/human-rights/universal-declaration/translations/english>.
- Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), Organisation Internationale du Travail (OIT). 2019. *Handbook: Addressing Violence and Harassment against Women in the World of Work*. New York, NY: ONU. Consulté le 6 novembre 2021. <https://www.unwomen.org/digital-library/publications/2019/03/handbook-addressing-violence-and-harassment-against-women-in-the-world-of-work>.
- L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), ONU Femmes. 2014. *Handbook on Effective Prosecution Responses to Violence against Women and Girls*. New York, NY: ONU. Consulté le 6 novembre 2021. <https://www.unwomen.org/digital-library/publications/2014/12/handbook-effective-prosecution-of-vaw>.
- ONU Femmes. 2021a. *Guidance Note: Preventing Violence against Women in Politics | Digital library: Publications*. New York, NY : ONU Femmes. Consulté le 6 novembre 2021. <https://www.unwomen.org/digital-library/publications/2021/07/guidance-note-preventing-violence-against-women-in-politics>.
- . 2021b. *COVID-19, Gender, and Disability Checklist: Preventing and Addressing Gender-Based Violence against Women, Girls, and Gender Non-Conforming Persons with Disabilities during the COVID-19 Pandemic*. p.20. New York, NY : ONU Femmes. Consulté le 18 décembre 2021. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2021/06/covid-19-gender-and-disability-checklist>.

- . 2021c. *Policies and Practice: A Guide to Gender-Responsive Implementation of the Global Compact for Migration*. p.65. New York, NY: ONU Femmes. Consulté le 19 décembre 2021. <https://ppguide.unwomen.org/home>.
 - . 2021d. *Women, Girls, and Gender Non-Conforming People With Disabilities: Know Your Rights!* New York, NY: ONU Femmes. Consulté le 18 décembre 2021. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2021/06/women-girls-and-gender-non-conforming-people-with-disabilities>.
 - . 2020. “Report by the Special Rapporteur on Violence against Women in Politics, A/73/301.” Para 12 and para 42. New York, NY: ONU Femmes. https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/CSW/65/EGM/SRVAV_VAW_in_Politics_EP9_EGMCSW65.pdf.
 - . 2019. *Equality in Law for Women and Girls by 2030: A Multistakeholder Strategy for Accelerated Action*. New York, NY: ONU Femmes. Consulté le 6 novembre 2021. <https://www.unwomen.org/digital-library/publications/2019/03/equality-in-law-for-women-and-girls-by-2030>.
- ONU Femmes Women, Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) et the International Association of Women Police (IAWP). 2021. *Handbook on Gender-Responsive Police Services for Women and Girls Subject to Violence*. New York, NY: ONU. Consulté le 6 novembre 2021. <https://www.unwomen.org/digital-library/publications/2021/01/handbook-gender-responsive-police-services>.
- ONU Femmes UNU (UNU). 2021. *From Evidence to Action: Tackling Gender-Based Violence against Migrant Women and Girls*. New York, NY: ONU Femmes. Consulté le 6 novembre 2021. <https://www.unwomen.org/digital-library/publications/2021/10/policy-brief-from-evidence-to-action-tackling-gbv-against-migrant-women-and-girls>.
- USAID. 2022a. *Factsheet—Usaharek Activity*. Washington, D.C.: USAID.
- . 2021a. *Central Asia Media Program: Fact Sheet*. Washington, D.C.: USAID. Consulté le 29 décembre 2021. <https://www.usaid.gov/central-asia-regional/fact-sheets/central-asia-media-program>.
 - . 2021b. *Shining a Light on Domestic Violence by USAID Publications on Exposure*. Washington, D.C.: USAID. Consulté le 29 décembre 2021. <https://usaidpubs.exposure.co/shining-a-light-on-domestic-violence>.
 - . 2021 c. *Factsheet—Consortium for Elections and Political Process Strengthening*. Washington, D.C.: USAID.
 - . 2020a. *Select Gender-Based Violence Literature Reviews: GBV Survivors and Justice Institutions*. p.45. Washington, D.C.: USAID. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00X399.pdf.
 - . 2020b. *Select Gender-Based Violence Literature Reviews: Impact of Information Communication Technology (ICT) on Gender-Based Violence*. Washington, D.C.: USAID. Consulté le 23 janvier 2022. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00WR39.pdf.
 - . 2017. *Struggles from Below: Literature Review on Human Rights Struggles by Domestic Actors*. Washington, D.C.: USAID. Consulté le 23 octobre 2021. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/2496/Struggles_from_Below_-_Literature_Review_on_Human_Rights_Struggles_by_Domestic_Actors.pdf.
 - . 2016. *Gender Integration in Democracy, Human Rights, and Governance (DRG)*. p.96. Washington, D.C.: USAID. <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/2496/Gender%20Toolkit.pdf>.

- . 2015. *My Name Is Tania: On Colombia's Caribbean Coast, a Trans Activist Takes on the Establishment*. Washington, D.C.: USAID Stories. Consulté le 29 décembre 2021. <https://stories.usaid.gov/my-name-is-tania/>.
- . 2014. *Equal Rights, Equal Justice Toolkit for Addressing Gender-Based Violence through Rule of Law Projects*. Washington, D.C.: USAID. Consulté le 20 novembre 2021. https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/Toolkit_GBV%20and%20RoL_final_Web_14SEP10.pdf.

L'objectif de l'activité de l'Action collective pour réduire la violence basée sur le genre (CARE-VBG) est de renforcer la prévention et la réponse collective, ou « l'action collective », dans le développement de programmes contre la violence basée sur le genre (VBG) à travers l'USAID. Pour plus d'informations sur CARE-VBG, [cliquez ici](#).

Pour en apprendre davantage, veuillez contacter :

Chaitra Shenoy, Master en droit
Déléguée de l'agent de négociation des contrats
Centre pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
cshenoy@usaid.gov

Dre Diane Gardsbane
Cheffe de Projet
CARE-VBG
diane@makingcents.com